

**Sortie de crise :  
Relance ou changement de cap ?**

Isabelle Cassiers

dans

La crise économique et financière de 2008-2009 :  
L'entrée dans le 21<sup>e</sup> siècle ?

V. Dujardin, Y. De Cordt, R. Costa et V. de Moriamé (dir.)

Ed. Peter Lang  
Bruxelles  
2010

## **Sortie de crise**

### **Relance ou changement de cap ?**

Isabelle CASSIERS<sup>1</sup>

Face à la crise qui nous secoue, deux familles d'attitudes ont vu le jour. La première entend relancer la croissance économique et stabiliser le système bancaire et financier, afin de remettre sur rail, à l'identique, une activité économique perçue comme globalement désirable et vertueuse, à quelques excès près. La deuxième suggère que la crise dévoile des failles profondes de notre système socio-économique et fournit dès lors l'opportunité de repenser globalement notre conception du progrès, de réviser notre modèle de développement.

Le plus vraisemblable est qu'un changement de cap soit déjà inéluctable. La véritable alternative ne concernerait que la trajectoire : soit le laisser advenir par voie de catastrophe, soit tenter de l'orienter par anticipation, par choix collectif et par coordination des décisions. Nous sommes probablement à un tournant semblable à celui qu'a pris le monde occidental entre 1935 et 1945. Nous aimerions en sortir sans passer par le chaos et barbarie<sup>2</sup>.

C'est une erreur de vouloir reporter la conduite du changement de cap, après la crise, après la relance, car l'histoire nous apprend, sans aucun doute possible, que c'est au cœur des crises - et des guerres - que se dessinent les plus grands changements de trajectoire. L'organisation du monde d'après la crise commence au cœur de la crise.

Nous sommes à l'un de ces rares moments où l'argile avec laquelle on façonne les systèmes, les institutions et les mentalités s'est ramollie et est prête à prendre de nouvelles formes<sup>3</sup>. C'est le moment de donner à cet argile une forme capable de traverser les décennies à venir.

---

<sup>1</sup> Isabelle Cassiers est professeur d'économie à l'UCL (CIRTES et IRES) et chercheur qualifié du FNRS.

<sup>2</sup> Isabelle Stengers, *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, Paris, La Découverte, 2009.

<sup>3</sup> Tommaso Padoa-Schioppa, « Changer de perspective », *Commentaire*, 2009, vol. 32, n° 125, p. 13-23.

On peut comprendre que la réponse « à chaud » des gouvernements et des grandes institutions financières ait visé le sauvetage des banques et la lutte contre la récession. Mais de telles mesures soulèvent autant de questions pour le moyen ou le long terme. La relance de la croissance sans discussion de son contenu est gravement ignorante de problèmes qui ne peuvent plus être éludés et méritent au contraire d'être portés à l'avant de la scène. On en soulignera quatre : le défi environnemental, le rôle des pouvoirs publics, les inégalités et la quête de sens, sans oublier la nécessité d'une mise en cohérence des réponses à apporter à chacune de ces questions<sup>4</sup>.

## 1. Répondre en profondeur au défi environnemental

Nul ne peut ignorer aujourd'hui la question environnementale. Elle peut être envisagée de manière large ou étroite. Balayant du plus large au plus étroit, on pourrait dire que nous sommes coupables tout à la fois d'anthropocentrisme, de myopie et d'irrationalité.

En premier lieu, il y a lieu de se demander par quel rétrécissement spirituel nous en sommes arrivés à appeler « croissance », « progrès » ou « développement » un mode de vie qui conduit à la destruction prochaine de plus d'un tiers des espèces vivantes<sup>5</sup>. Certains courants de pensée ou d'action, comme la « deep ecology », nous invitent à resituer l'humain dans la globalité de la vie.

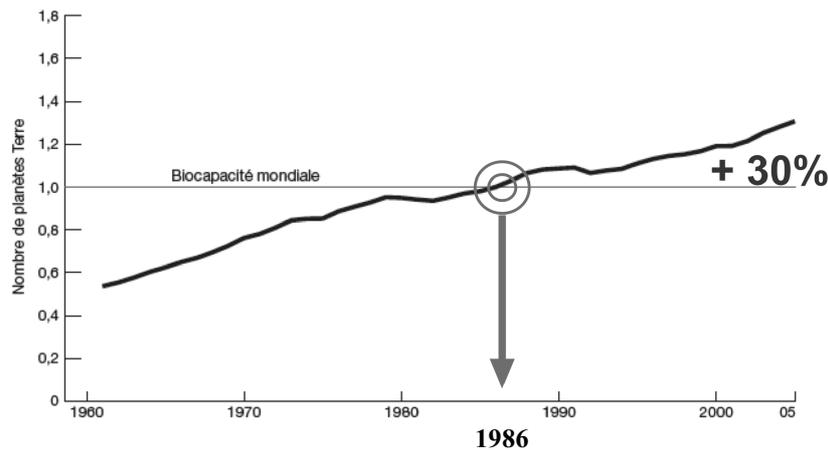
En deuxième lieu, d'un point de vue strictement humaniste, nous sommes myopes. En effet, nous puisons dans les réserves de la planète sans considération pour nos enfants et les générations futures. La confiance affichée depuis des décennies dans notre capacité de surmonter la limitation des ressources par le progrès technique semble clairement démentie par le graphique 1 : l'empreinte écologique de l'humanité ne cesse de croître et dépasse désormais de 30 % la biocapacité mondiale. L'atteinte à l'environnement pose aussi des questions d'équité au sein de notre propre génération : on annonce quatre cent mille réfugiés climatiques dans les vingt ans qui viennent.

---

<sup>4</sup> Bien entendu, cette liste ne prétend pas à l'exhaustivité. D'autres questions fondamentales, comme la nécessité d'un nouvel ordre monétaire international, sont traitées ailleurs dans cet ouvrage. L'idée est de rendre ici justice à celles qui risquent d'être oubliées.

<sup>5</sup> Sur les 47 677 espèces animales et végétales répertoriées par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), 17 291 sont menacées d'extinction (*Le Monde* du 6 novembre 2009).

Graphique 1. Empreinte écologique de l'humanité



Source : Rapport Planète vivante 2008.

Enfin, nous sommes irrationnels. Certains arguments devraient convaincre ceux qui n'acceptent que le raisonnement économique, chiffre à l'appui. Le rapport de l'économiste Nicolas Stern a révélé en 2006 que le réchauffement climatique à lui seul pourrait provoquer la pire récession mondiale jamais connue, si les gouvernements ne prennent aucune mesure pour y remédier. Le comble, c'est que le coût de la « non-action », c'est-à-dire le coût de l'impact du changement climatique (5 500 milliards d'euros sur dix ans) est vingt fois supérieur au coût des mesures à prendre pour en limiter les effets (275 milliards d'euros en dix ans, soit 1 % du PIB mondial). Cette dernière somme, si difficile à libérer, équivaut aux dépenses publicitaires mondiales<sup>5</sup>. La situation s'étant aggravée depuis 2006 du fait du manque d'action, l'auteur recommande aujourd'hui de mobiliser 2 % du PIB mondial pour lutter contre le réchauffement climatique.

Nous n'avons pas mobilisé de tels fonds. Nous ne trouvons pas les moyens de le faire. Pourtant, les pouvoirs publics du monde entier viennent d'engager en quelques mois des sommes équivalentes pour sauver les systèmes bancaires et financiers. Ce fait pose la question de la légitimité de l'intervention publique.

<sup>5</sup> Chiffres de 2006 : *The Economics of Climate Change. The Stern Review*, Cambridge, 2006. Suivi de : *The Global Deal : Climate Change and the Creation of a New Era of Progress and Prosperity*, Public Affairs, 2009.

## **2. Reconsidérer la légitimité et l'objet de l'intervention publique**

Pourquoi est-il possible de mobiliser des sommes considérables pour éviter une catastrophe bancaire et impossible de le faire pour échapper à la catastrophe écologique ? Au nom de quelle légitimité, de quelle hiérarchie de valeurs parvient-on à le faire dans un cas et pas dans l'autre ? Comment expliquer le volte face de ceux qui, depuis trente ans, vantaient les vertus du laisser faire, réclamant toujours « moins d'État », trouvant soudain évident que les pouvoirs publics volent au secours du système bancaire et financier ?

Un mythe s'écroule, avec ce retournement de posture : celui du fonctionnement vertueux des marchés. D'où la perte de légitimité d'un discours qui persévère dans la recommandation du libre-échange pour les matières premières et les produits agricoles, laissant des peuples entiers aux prises avec la famine.

Dans l'immédiat, les déficits publics se creusent. Qui les financera ? L'appel au contribuable pose des questions de justice distributive, de répartition.

## **3. Réduire les inégalités des revenus, des patrimoines et des capacités**

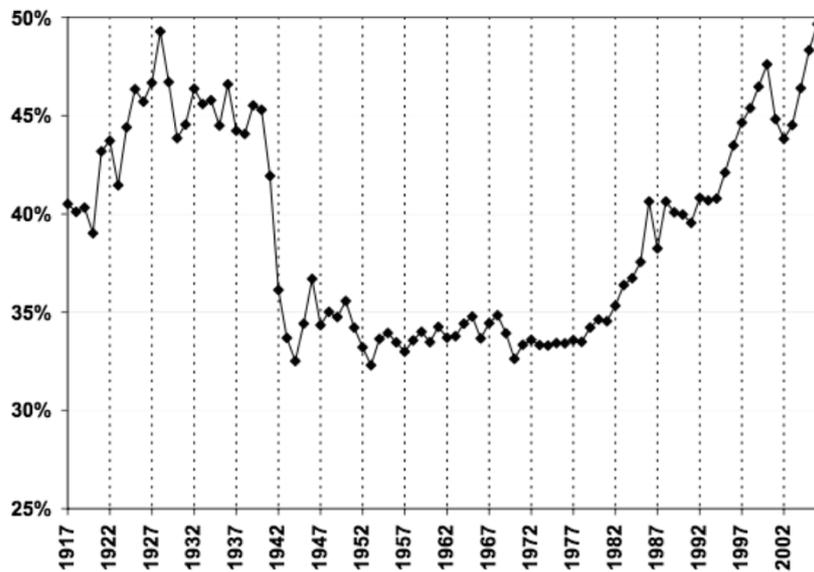
Depuis trente ans, les inégalités ont augmenté. Cette tendance, cruellement ressentie par une grande partie de la population mondiale, est visible dans diverses statistiques : hausse de la part du revenu du capital dans la valeur ajoutée, hausse de la part des très hauts revenus dans le revenu des ménages, réduction de la progressivité de l'impôt, concentration accrue des patrimoines. Le graphique 2 suggère une rupture forte – une régression ? – vis-à-vis d'un modèle plus égalitaire mis en place après la Deuxième Guerre mondiale.

L'inégale répartition des revenus et des patrimoines n'est pas étrangère à la crise financière. C'est l'appauvrissement relatif ou absolu des ménages américains au bas de l'échelle des revenus qui explique leur endettement, en vue de poursuivre leur consommation et leurs investissements immobiliers, comme ils étaient encouragés à le faire. On sait que remettre en place les mêmes facilités de crédit nous exposerait à de nouvelles crises. Ce fait illustre la myopie de toute relance économique à l'identique.

Enfin, la concentration des patrimoines est une entrave au bon fonctionnement de la démocratie. La quasi-totalité de la capitalisation boursière est aujourd'hui aux mains de 300 millions de personnes, soit 5 %

de la population mondiale, et confère à ces privilégiés un pouvoir considérable. En raison de l'extrême mobilité des capitaux et de la nécessité de les attirer pour financer les investissements privés et les dettes publiques, il est très difficile aux gouvernements de prendre des mesures contraires aux intérêts de leurs détenteurs. Dans ces conditions, le mythe d'une croissance bénéfique pour tous mérite d'être questionné.

**Graphique 2. Part des revenus du décile supérieur\*, États-Unis**



Source : T. Piketty and E. Saez (2003) « Income inequalities in the United States, 1913-1998 », *The Quarterly Journal of Economics*, 2003, CXVIII, 1, données mises à jour par les auteurs.

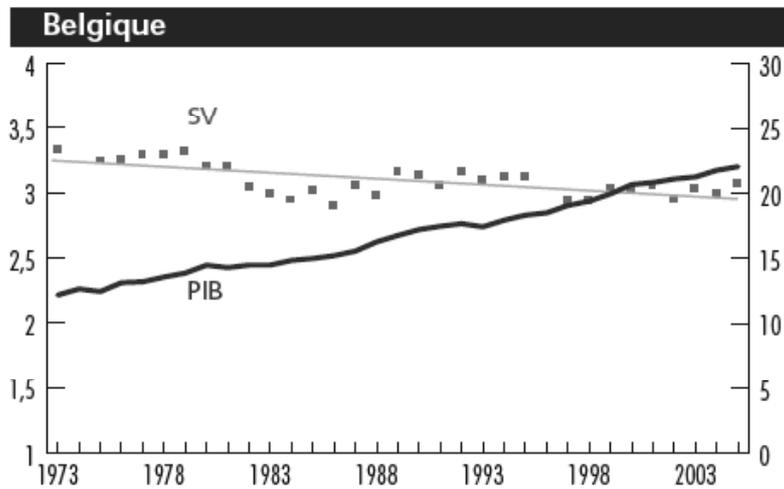
\* soit les 10 % des ménages dont les revenus sont les plus élevés.

#### 4. Redéfinir le contenu de la croissance

Si les fruits de la croissance ont été très inégalement répartis, il n'est même pas sûr que les plus favorisés s'en trouvent plus heureux. À cet égard, les enquêtes de satisfaction de vie laissent perplexe : en Belgique, par exemple, tandis que le pouvoir d'achat moyen augmentait de 80 % entre 1973 et 2005, la satisfaction de vie moyenne diminuait de 8,8 % (graphique 3). Une stagnation de la satisfaction de vie s'observe dans

presque tous les pays riches, malgré la hausse constante des revenus réels moyens<sup>6</sup>.

**Graphique 3. PIB réel par tête\* et satisfaction de vie\*\***



Source : I. Cassiers et C. Delain, « La croissance ne fait pas le bonheur, les économistes le savent-ils ? » *Regards économiques*, mars 2006, n° 38.

\* PIB réel par tête : échelle de droite, milliers de dollars à prix constants.

\*\* Satisfaction de vie : échelle de gauche, moyenne des réponses aux enquêtes, scores de 1 à 4.

La croissance économique telle que nous la poursuivons comporte des externalités (effets secondaires) négatives. Elles sont environnementales – ce qui nous ramène au premier point – mais aussi sociétales : atteintes diverses à la qualité de vie, stress, perte du lien social etc. Les multiples tentatives de correction du PIB pour tenir compte de diverses formes d'externalités révèlent toutes que la croissance nous a quittés depuis longtemps (graphique 4)... La question de la redéfinition du progrès et de ses indicateurs ne peut plus être éludée<sup>7</sup>.

<sup>6</sup> Pour plus de détails et d'autres illustrations graphiques, voir I. Cassiers et C. Delain, <http://www.uclouvain.be/regards-economiques.html>, 2006, No. 38.

<sup>7</sup> Voir notamment J. Stiglitz, A. Sen et J.P. Fitoussi, Rapport de la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social, 2009, <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/fr/> et G. Thiry et I. Cassiers, « Au-delà du PIB : réconcilier ce qui compte et ce que l'on compte », *Regards économiques*, 2009.

**Graphique 4. PIB et indicateur de bien-être économique durable (ISEW), Belgique**



Source : Brent Bleys, « Proposed Changes to the Index of Sustainable Economic Welfare : An Application to Belgium », *Ecological Economics*, 2008, 64(4).

En conclusion, il nous semble qu'il n'y aura pas de réelle sortie de crise – de solution de long terme - qui n'englobe ces questions. Cela suppose une mise en cohérence de multiples forces de changement, qui sont bien présentes mais de natures diverses : sociale, politique, doctrinale. Articuler la recherche d'une sortie de crise au respect de l'environnement, à une répartition plus équitable, à une légitimation démocratique de l'intervention publique et à une interrogation sur le sens de nos activités est certes complexe mais pas impossible. La génération des années quarante était parvenue à relever un défi d'une ampleur tout aussi considérable, en catalysant le changement par la création de nombreuses institutions nationales (sécurité sociale) ou internationales (Bretton Woods) appropriées aux besoins de l'époque. Les temps ont changé. Cela nous impose un changement de perspective, une ouverture au radicalement neuf, du courage et de l'imagination.